

Le tout-puissant CNDD-FDD au Burundi

Deutsche Welle, 2 juin 2025

Durant la campagne électorale pour les élections communales et législatives, l'opposition burundaise dénonce le monopartisme. Depuis le 13 mai, le Burundi est en campagne électorale pour les élections communales et législatives prévues dans trois semaines. Tandis que le parti présidentiel met en avant ses réalisations depuis son arrivée au pouvoir en 2005, l'opposition dénonce un monopartisme qui contrarie toutes les institutions et affecte la vie des citoyens.

Le CNDD-FDD omniprésent

En 2005, le CNDD-FDD accédait au pouvoir par les urnes. Vingt ans plus tard, le parti met en avant les progrès réalisés. C'est ce qu'affirme Ruvyiron Ndikuriyo, secrétaire général du parti au pouvoir : "Choisir le CNDD-FDD, c'est opter pour la paix, la sécurité, l'unité, le développement et la justice". Mais cette vision est vivement contestée par l'opposition, qui dresse un bilan beaucoup plus critique de la gestion du pays.

Nestor Girukwishaka est le président du Congrès National pour la Liberté (CNL), la deuxième force politique du pays. Pour lui, l'influence du CNDD-FDD est incontestable, mais pas sa gouvernance qui elle, est non-inclusive : "Malgré ces vingt ans, la population souffre toujours. L'économie est en délabrement. Il y a des problèmes de justice. Pour moi, le bilan reste problématique. Nous sommes un parti représenté à l'Assemblée nationale et au Sénat, mais nous sommes exclus de la gestion de l'État : aucun membre au gouvernement, aucun gouverneur, aucun assistant de ministre, aucun secrétaire permanent, un seul directeur général ! Est-ce que c'est cela, la représentativité ? Cela fait 20 ans que cette exclusion dure. Or, démocratie rime avec bonne gouvernance." Quel contre-pouvoir possible ? Alors, que reste-t-il de l'opposition, censée incarner un contre-pouvoir ? Gabriel Banzawitonde, président du parti Alliance pour la Paix, la Démocratie et la Réconciliation, déclare : "Au Burundi, il y a encore des partis politiques mais le parti au pouvoir seul occupe plus de 99 % des postes, c'est presque un parti-État. Mais s'il échoue à bien gérer le pays, la population finira par dire non, au lieu de mourir par asphyxie." L'inflation, la pénurie de carburant et le manque de devises figurent parmi les principales préoccupations des Burundais. Faustin Ndikumana, directeur de l'organisation Parole et Action pour le Réveil des Consciences et l'évolution des Mentalités, propose des pistes pour redresser l'économie : "Le pays souffre d'un manque de devises qui paralyse l'économie, notamment l'import-export et la construction d'infrastructures de base. On constate une chute vertigineuse de la production et une faible capacité de vente. Il faut augmenter la production et renforcer notre capacité d'exportation." Alors que les élections législatives et communales sont prévues pour le 5 juin prochain, l'élection présidentielle, elle, est attendue en 2027.

Antidite Niragira

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});